Discours de Jean-Luc Mélenchon, Place Stalingrad, Paris, le 29 juin 2011.

Lt voilà notre premier message, c'est notre nombre, c'est notre union. Il est fini de l'éparpillement et de temps l'impuissance, enfin nous sommes réunis. Enfin nous pouvons nous avancer devant le pays et lui proposer nos solutions. Nous voici sur une place, c'est-à-dire un lieu ouvert à tous, puisque nous parlons à tous. Sur une place, comme dorénavant c'est le signal qui se donne dans le monde, quand commence une insurrection civique comme celle que nous appelons.



Nous tenons le premier rassemblement de la campagne présidentielle. Nous ne sommes pas réunis pour célébrer un candidat, mais notre force collective. Nous ne sommes pas réunis pour régler des comptes, ni pour faire je ne sais quelle guerre improbable à des personnes. Nous nous avançons devant notre peuple avec le sens du sérieux et des responsabilités qui doivent être les nôtres, pour chacun d'entre nous, dès lors que nous avons cette claire conscience que la saison des tempêtes est revenue dans l'histoire et que, dès lors, il nous revient d'être les cœurs fermes et déterminés qui sauront, sans affolement, proposer les ruptures qui sont nécessaires pour tourner la page de cet ordre absurde qui plonge l'humanité dans le chaos.

Tout ce désordre est le fait d'un capitalisme fou! Fou, quand 90% des transactions financières du monde se font sans aucun contenu matériel réel! Fou, quand dans la cinquième puissance économique du monde, la nôtre, 300 000 personnes sont privées d'électricité parce qu'elles ne parviennent plus à se la payer, alors que nous avons le premier réseau d'Europe.

Gloire à Vous, Robins des bois qui avez rétabli partout cette électricité qui manquait à nos frères! Un capitalisme fou, quand les moyens de la science et les outils techniques permettraient d'améliorer la vie humaine et que l'on voit l'espérance de vie en bonne santé reculer dans sept pays d'Europe, dont l'Allemagne qu'on nous a présentée comme un modèle, parce qu'elle vendrait davantage et mieux que d'autres, au prix d'avoir plongé 20% de sa population dans la pauvreté. Un capitalisme fou, aveuglé de productivisme, qui tout en faisant des déclarations lénifiantes, a vu, pendant l'année 2010, battre des records d'émission de CO2, en sorte que, dorénavant, c'est l'écosystème humain lui-même qui est en cause, qui fait que chacun d'entre nous est responsable, personnellement, par ses choix, ses actions, ses engagements politiques, du destin commun de l'humanité, de la conservation du seul écosystème qui rend possible la vie humaine et qui se trouve compromis du fait de ce capitalisme et de ce productivisme. Ce qui est en cause, à cette heure, c'est le destin de la civilisation humaine.

Oui, la crise est un grand malheur, mais elle est aussi une opportunité pour faire naître un monde nouveau, conscient, fraternel, voué à la vie plutôt qu'au pillage et à se gaver, comme il se passe aujourd'hui du fait des puissances qui accaparent tous les pouvoirs. Le pire pour nous ne serait pas la crise, le pire serait si nous n'arrivions pas à en tirer un monde nouveau.

C'est pourquoi, à l'horizon de 2012, nous faisons davantage qu'une campagne électorale. Dans ce contexte, ce n'est pas d'une alternance à la papa qu'il est question, ce n'est pas que les uns remplacent les autres dans les postes d'importance pour substituer ceux qui donnent des coups de bâtons à ceux qui proposent les sparadraps, à moins que ce soit l'inverse. C'est à une rupture que nous appelons le peuple français. La question est de savoir qui peut incarner l'intérêt général humain : est-ce l'oligarchie, et la combinaison, sous l'action mystérieuse de la main invisible du marché qui vient toucher de si près vos poches, ou bien l'intelligence collective du grand nombre, le peuple, le peuple tout entier qui sait mieux que d'autres ce qui est bon pour lui, car il s'agit de lui! C'est donc bien plus qu'une campagne, faire mûrir dans notre peuple, et pour le compte du monde entier, à l'image de cette grande révolution qui est née sur notre sol et qui a commencé à quelques centaines de mètres d'ici, à cette image d'une nouvelle révolution, une révolution citoyenne, pacifique, démocratique, avec des bulletins de vote dont nous n'avons jamais eu peur, nous! Mais une révolution parce qu'elle change les institutions politiques et refonde les droits du souverain, le peuple tout entier, passant par l'abolition de la monarchie présidentielle, le passage à une sixième république, qui soit le fait d'une assemblée constituante. Qu'on ne me dise pas qu'on ne peut pas changer la Constitution, depuis 1958, ils l'ont changée 24 fois, et au cours des dix dernières années, 10 fois! Une fois par an, et la dernière n'est même pas finie d'être appliquée. Ce qu'ont en commun, parmi ces 24 révisions, 22 d'entre elles, c'est qu'elles ont été décisives et faites sans demander l'avis du peuple par référendum, comme nous nous engageons à le faire.

Une révolution parce qu'il faut changer le régime de la propriété dans ce qui concerne les biens communs d'intérêt général, parmi lesquels je veux mentionner notre droit sur le futur à travers l'éducation de nos enfants. Non, l'école ne sera jamais un marché! Oui, le savoir doit être partagé, sans compter, gratuitement, et à l'abri des vérités révélées! L'énergie, la santé, et enfin la finance elle-même, l'argent doivent redevenir des biens communs. Une révolution, enfin, dans l'ordre des valeurs car il s'agit de substituer, dans la hiérarchie des normes, qui s'appliquent à toute circonstance, non plus la concurrence libre et non faussée qui est la valeur cardinale de la construction de l'Europe libérale, mais la solidarité! Le lien entre chacun et chacune, le droit, lorsque la solidarité s'exerce, que l'on ne méprise plus ceux qui en bénéficient. À bas le mot d'assistanat! Il n'y a pas d'assistés Il n'y a que des citoyens qui s'entraident! Une révolution, enfin, écologique parce qu'il s'agit, en toutes choses, d'établir comme première des normes, celle qui exige que tout soit conforme à l'intérêt de longue durée de l'écosystème sans lequel notre vie est impossible.



Alors, s'il s'agit bien de tout cela, d'une crise de civilisation et de la nécessité d'une révolution citoyenne, alors, amis et camarades, mes chers concitoyens, vous tous, dizaines de milliers qui suivez notre rassemblement sur Internet ou sur LCP-Public sénat, à qui nous adressons le salut le plus fraternel, nous dédions ce rassemblement à nos frères et sœurs grecs! À leur lutte obstinée. La rage au cœur, nous leurs disons: Voici la France qui vous soutient. Les banquiers français qui vous pressurent et vous oppriment, les belles personnes qui vous ont condamnés à dépecer votre pays, avec, pour notre honte à tous, un premier ministre qui n'aura pas résisté une heure au diktat.

Nous leur disons: « Les mauvais jours finiront, un matin se lèvera, qui nous trouvera tous unis pour jeter dehors ceux qui n'ont plus leur place dans cette collectivité, où l'on devrait d'abord se soucier du bien de chacun avant de l'intérêt de quelques uns! ». Et vous, les gens, portez cette parole de tous cotés, vous avez vu ce qu'il en coûte de capituler, n'écoutez plus jamais la voix doucereuse de ceux qui nomment « courage » la capitulation sans condition devant les banques.



N'écoutez plus jamais ceux qui vous recommandent des arrangements et des compromis qui finissent toujours de la même manière : il faut donner encore, encore, et encore ! Ils n'ont pas de limite, qu'à la fin ils demanderont aux Grecs de vendre jusqu'à l'air qu'ils respirent. L'heure des caractères a sonné, tous nous en sommes partie prenante. À tous nos problèmes il y a une solution : le partage et la démocratie. Si vous étiez si sûrs de vos remèdes, oh les bons docteurs du FMI, alors vous feriez le minimum qui s'impose à une conscience libre : vous qui nous faites si souvent la leçon et allez chercher dans le monde, d'une manière partisane et très mal informée, des contre-exemples à nos soucis républicains et démocratiques, puisque vous êtes, paraît-il, des phares de la liberté, alors, en Grèce, comme en Islande, faites voter ! Donnez la parole au peuple ! Faites un référendum !

J'ai dit : « c'est l'heure des caractères », et c'est pourquoi je veux faire une deuxième dédicace : je dédicace notre soirée à la décision du juge qui a relaxé Xavier Mathieu, le leader des Conti, créant une jurisprudence qui nous montre que la justice républicaine peut faire mieux que d'exécuter, comme une photocopieuse, des textes de la loi, mais qu'il lui revient d'en comprendre la signification profonde : dans un peuple libre, l'action syndicale pour protéger et conserver son gagne-pain n'est pas un crime, c'est un droit!

Xavier Mathieu, et vous autres, les syndicalistes qui avez le cran quand il se fait mille fichages par jour, de résister, quand il se fait neuf cent mille gardes à vue par an, c'est-à-dire un pour cent et demi du total de la population, nourrissons et grabataires compris, nous saluons votre courage, et nous disons à chacun d'entre vous et à chacun d'entre nous : le premier devoir d'une conscience libre, c'est de résister. La France doit redevenir terre de résistance!

Cris de la foule : résistons ! résistons !

Alors, si tel est bien le tableau, si tel est bien le défi, il nous faut être à la hauteur des circonstances, et c'est pourquoi nous en avons réuni la première des conditions : c'est l'union qui a rompu les habitudes les plus précieuses et les plus respectables. Je salue ces militants, ces citoyens engagés qui en ont pris l'initiative, se demandant parfois s'ils faisaient bien, s'ils n'allaient pas compromettre ce qu'ils avaient si précieusement gardé pour notre bien à tous. J'adresse le salut le plus cordial à tous ceux qui par leur vote ont rendu possible notre union, notre programme partagé, nos candidatures communes à la présidentielle et aux législatives, nous rendant dignes du Peuple français! Je salue les militants communistes! Et je dis, parce que moi je peux le faire, combien j'ai été révulsé par l'ambiance des nostalgiques de la guerre froide, qui ont insulté sans trêve ensuite, messieurs les éditocrates, de grands partis, venus de l'histoire profonde de notre pays, mais toujours au rendez-vous des grands rassemblements, pour la résistance et la conquête sociale. Oui, nous sommes le front de l'union, nous ne réglons pas de compte avec le passé, nous travaillons sans exclusive, nous tendons la main à tous, à tous, quoi qu'ils aient pu penser jusqu'à ce jour et à cette heure, nous avons par notre sérieux, par notre travail, par notre rassemblement, mérité de la Patrie républicaine. Nous méritons votre confiance, nous sommes capables d'exercer en le rendant au Peuple, le pouvoir qui nous serait confié. À cet instant, je veux saluer et rendre hommage aussi à ceux qui pendant toutes ces années de division et d'éparpillement, quand la gauche semblait être vouée à n'avoir à proposer aux Français que des sacrifices équilibrés, là où nous, nous annonçons des sacrifices unilatéraux, car il y en a qui se sont déjà beaucoup sacrifiés, et c'est donc le tour des autres, ça tombe bien, ils en ont les moyens, ce qui n'est pas votre cas. Je veux rendre hommage à ceux qui ont maintenu allumée la flamme, conservé la braise quand les cendres semblaient vouloir l'étouffer. Les altermondialistes, qui depuis Porto-Allegre nous ont permis de narguer Davos. Les féministes qui ont gardé le drapeau du combat quand on les appelait, par modernité, à passer à autre chose, les syndicalistes, quand régnait l'ordre du « chacun pour soi » et où l'on passait pour un bouffon quand on se dévouait pour les autres, au risque de sa carrière, de sa famille, de son temps libre. Salut à vous. Et vous tous, militantes et militants des Droits de l'Homme qui vous êtes exposés contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, toutes ces lèpres de l'esprit qui roulent avec ce système pourri ; à vous, les justes, qui n'avez attendu aucune consigne pour aller à la rescousse des enfants que l'on venait ramasser dans les écoles pour prendre leurs parents en otages. Oui, notre bataille, notre Front de gauche tâche de mettre ses pas dans les vôtres. Alors, telle qu'est cette France, tels que sont ces moyens que nous nous sommes donnés, nous sommes à présent, quand règne dans l'ensemble de la gauche un certain tohu-bohu et où règnent des compétitions, que nous respectons, mais dont nous ne sommes pas toujours sûrs de comprendre les différences, nous sommes, à gauche, le pôle de stabilité et d'union. Nous ne pouvons l'être que parce que nous sommes clairs. On ne peut pas unir notre Peuple dans la confusion, les astuces politiciennes, les mots à quadruple sens, et ainsi de suite. Notre programme partagé, qui sera présenté à l'endroit où sa rédaction a commencé, c'est-à-dire à la fête de l'Humanité, s'intitule « l'Humain d'abord » parce qu'il n'y a rien de plus anticapitaliste, de plus républicain, de plus communiste, de plus socialiste, de plus écologique, de plus libertaire que de proclamer « place à l'Humanité!», à celle qui est en chacun d'entre nous, hommes et femmes, enfants, personnes de tous âges. De notre programme, je ne vous dirai que quelques mots pour qu'ils soient entendus sans ambiguïté: « nous sommes le parti de la radicalité concrète. Nous annonçons que nous allons prendre beaucoup. 195 milliards qui sont passés des poches du travail à celles du capital au cours des 20 dernières années. Telle est notre marge de manœuvre! Nous sommes les partageux! Le partage des richesses commencera d'abord en donnant de la force à ceux qui en ont besoin pour assurer la vie d'aujourd'hui, celle de demain, toutes celles et tous ceux qui ont besoin de s'arracher à l'abjecte précarité, cette reculade de la civilisation humaine qui fait comme si on avait oublié madame Parisot qui avait eu la sottise de dire que puisque l'amour est précaire, le travail peut l'être aussi! Madame, pour nous, l'amour, c'est pour toujours, et le travail, c'est pour maintenant! Nous commencerons par redonner un droit à l'avenir à ceux qui ne peuvent rien entreprendre parce que leur contrat fait 3 mois, puis 3 mois, puis 6 mois, puis 1 mois, puis un an, des années durant. À bas la précarité et la peur du lendemain. Aux huit cent cinquante mille précaires des trois fonctions publiques, nous donnons au moins une bonne raison d'aller voter en 2012. Nous faisons le serment devant vous que vous serez tous titularisés puisque vous êtes assez bons pour faire le travail aujourd'hui. Et aux précaires du privé, nous interdirons dans les entreprises, dans les plus grandes comme dans les plus petites, qu'il y ait plus de 5 à 10 % de précaires, et tous les autres devront avoir un CDI pour qu'on en revienne à la période où c'était le contrat normal. Enfin se projeter, s'organiser. Et dans les entreprises, nous rétablirons, contre le gavage de quelques uns qui en font l'aveu, comme vous l'avez vu sur cette émission de télévision où Monsieur de Margerie, en toute bonne conscience, le patron de Total a pu me dire qu'il ne savait pas pourquoi il gagnait 3 millions d'Euros, alors je lui ai dit: « si vous ne le savez pas, alors rendez-les. ». Dans les entreprises, toutes les entreprises, pas seulement celles du secteur public, parce qu'alors il ne s'agirait que de 53 des 3 millions d'entreprises du pays et seulement 9 % du total des travailleurs. Toutes les entreprises, et nous savons que nombre d'entre elles ne sont pas concernées puisqu'on compte dorénavant les auto-entrepreneurs, cet esclavage délibéré et prétendument choisi, dans le nombre des entreprises. Toutes les entreprises! Nous établirons, non pour punir, mais pour créer un cercle vertueux, le salaire maximum qui interdira comme nous le propose la Confédération européenne des syndicats que pas un salaire en haut ne puisse être vingt fois supérieur à celui du bas, et peut-être moins si les syndicats le veulent. Partage des richesses et planification écologique. Oui, nous voulons entrer, comme le grand Peuple instruit, éduqué et qualifié que nous sommes, comme des pionniers dans le futur. Rien ne nous fait peur. Nous sommes capables d'organiser la transition énergétique. Nous sommes capables d'organiser le ferroutage général. Nous sommes capables de découvrir les nouvelles sources d'énergie et de les proposer en abondance à tous. Nous sommes capables de tirer notre pays de l'ornière productiviste, d'inventer un nouveau modèle agricole, relocaliser une industrie puissante, respectueuse des biens communs. Nous savons tout faire, nous sommes le peuple, nous sommes le nombre, nous sommes l'intelligence!

Enfin, et pour ne mentionner que cela, le Front de gauche, ce sera la France qui propose la paix au monde. La France n'a rien à faire parmi la troupe des supplétifs des Nord-américains. Elle se retirera de l'OTAN. Elle se retirera d'Afghanistan sans attendre que les Américains en donnent le signal. Elle n'a rien à faire en Libye, où l'on est passé d'une d'exclusion de l'espace aérien à la participation à une guerre civile dans laquelle nous n'avons rien à faire, parce qu'avec de telles méthodes, nous avons fini de défigurer la révolution qui avait commencé à naître. Vous tous qui nous écoutez, vous qui êtes ici, ne doutez pas de votre force, ni de votre capacité à déjouer les chantages imbéciles qui vous sont proposés quand la droite, et son conseil d'administration stipendié UMP a lâché sur vous le chien de garde, l'apôtre de la capitulation sans condition, le Front national, qui s'est, une fois de plus, proposé de renoncer à notre grandeur, à notre influence, à notre devoir, à nos espérances, à notre projet, à notre écoute auprès de peuples de toute l'Europe, et qui propose de courir se cacher sous la table, non sans avoir auparavant divisé le pays suivant la religion des gens, sur la terre de la laïcité et de la République une et indivisible! Partis au combat, c'est nous! Et c'est vers nous que se fera le grand élan de tous ceux qui veulent donner à ce pays sa chance, aux femmes et aux hommes qui le composent, leur rôle, qui est attendu d'eux devant le monde. Notre campagne, mes amis, ne sera pas celle de l'argent, car sinon nous l'aurions perdue d'avance. J'ai regardé ce qu'étaient les chiffres de la précédente campagne. L'UMP a disposé de 23 millions d'euros, le parti socialiste de 21 millions, et nous, si nous trouvons le banquier, peut-être parviendrons-nous à en réunir 2, peut-être 3. C'est donc sur nous-mêmes qu'il faut compter. Le Front de gauche appelle le pays à se mobiliser, comme il l'a fait en 2005, et pour renouer le fil qui s'était rompu après que 55% des Français ont dit NON à l'Europe libérale, ayant raison, comme la suite l'a prouvé. Ce peuple français, que nous appelons à ne pas renoncer à sa souveraineté démocratique, à cette heure où, paraît-il, il faudrait, comme au temps de Capet, que l'on présente d'abord nos budgets devant sa majesté la Commission européenne qui nous dirait ce que nous avons le droit de faire ou de ne pas faire. NON, nous, le Front de gauche, nous demanderons pour la France l'opt-out comme l'ont obtenu d'autres pays pour les droits sociaux, nous, pour cette aliénation de notre souveraineté, c'est-à-dire de notre capacité démocratique et populaire. Mes amis, commence pour nous tous un long et beau chemin, oui je l'ai dit, il est fini le temps de notre éparpillement. Allez de tous cotés et songez qu'entre indignation et résignation, l'histoire n'a pas encore tranché du point où elle posera pour finir le curseur. Que ces lieux vous inspirent, à la porte du grand Jaurès qui a donné son nom à cette station de métro populaire, l'inflexible volonté, quand montent les orages, de faire prévaloir le courage individuel et la lumière de la raison contre les aveuglements. Que vous inspire cette place, nommée à juste titre « place des martyrs de Stalingrad », pensant aux cinq cent mille soviétiques qui ont permis par leur sacrifice le retournement qui permit de briser les reins au nazisme et qui nous ont donné notre liberté. Songez de quel prix se payent les aveuglements dans l'histoire, les lâches abandons aux humeurs du moment, la sottise de qui préfère sa petite popote, sur son petit feu, au grand élan du collectif qui peut tout emporter. À mon tour, un mot plus personnel, songeant aux miens, venus de si loin, et qui m'ont donné le goût et la fierté d'aimer passionnément ma patrie française, parce qu'elle est républicaine et universaliste. Je clos avec les mots du poète pour dire mon amour pour notre pays et notre république, ma France, comme l'a dit Ferrat, « de ce que j'ai vécu à ce que j'imagine, je n'en finirais pas d'écrire ta chanson, ma France, celle qui chante en moi, la belle, la rebelle, et tient l'avenir serré dans ses mains fines. Celle de 36 à 68 chandelles, ma France », la part la plus combattante des femmes et des hommes qui lui offrent un destin collectif d'amour et de fraternité!



Ne pas jeter sur la voie publique, ne pas jeter du tout, faire circuler!